

Syndicat National des Personnels de l'Education et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire



SECRETARIAT REGIONAL
SNPES-PJJ/FSU CENTRE-EST



snpespjjcentreest@gmail.com

CETTE PJJ NOUS N'EN VOULONS PAS !
POUR LA PRIMAUTE DE L'EDUCATION SUR LE REPRESSIF !
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 02 FEVRIER !

Depuis une vingtaine d'années, la justice des mineur.e.s n'a cessé de se réformer en alignant petit à petit cette justice spécifique sur celle des majeurs. **Aujourd'hui, le CJPM est le coup de grâce.**

Ce code vient acter définitivement la transformation irrémédiable des missions de la PJJ.

Si ce code devait être adopté, l'ordonnance de 45 serait remplacée par une vision étreiquée et comportementaliste de l'intervention éducative : limitée dans le temps et réduite à une mise à l'épreuve, elle ne permettrait plus de prendre en compte la spécificité des adolescent.e.s en difficulté.

En y ajoutant « le bloc peines » de la LPJ qui est désormais en application, le renversement est total.

D'institution éducative au service de la justice, des adolescent.e.s et de leur famille, la PJJ est sommée de se transformer en SPIP pour mineur.e.s.

D'ores et déjà chacun.e peut mesurer les effets de ces décisions :

– l'application du bloc peines vient banaliser le recours à la mise sous surveillance électronique, et ce dès l'âge de 13 ans, amplifie les mesures de contrôle avec, par exemple, le sursis probatoire renforcé.

La pluridisciplinarité, notamment la place et le rôle des psychologues et des ASS, sera dorénavant au service quasi exclusif du contrôle et de la probation. Le risque est grand que les foyers éducatifs se transforment en centre de semi-liberté.

– Depuis cet été, une grande opération de « déstockage » des mesures a été mise en œuvre, la plupart du temps par des juges placé.e.s n'ayant qu'une moindre connaissance des jeunes. Cette opération a comme unique objectif de faire table rase afin d'appliquer coûte que coûte, le CJPM au 31 mars 2021. Cette démarche comptable se fait au mépris des jeunes, des familles et des équipes éducatives, et du contexte sanitaire venu aggraver certaines situations. Il met en lumière le manque criant de moyens de la justice des mineur.e.s.

– En dépit des annonces du Garde des Sceaux sur le budget, la réalité est bien différente car l'ensemble de ces réformes est appliquée à marche forcée sans préparation ni moyens supplémentaires. Une fois de plus, ce sont les personnels de la PJJ et les jeunes qui paieront le prix fort de cette politique démagogique.

Nous exigeons :

- le rétablissement de l'Ordonnance de 45, l'abandon définitif du Code de Justice Pénale des Mineurs et l'ouverture d'un vrai débat de société pour une justice des enfants et adolescent.e.s priorisant l'éducation,
- l'arrêt de la mise en œuvre du « bloc peines »
- l'annulation de la création de 20 nouveaux CEF et la réorientation des moyens dédiés à l'enfermement.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des personnel.le.s qui ne supportent plus la braderie de leurs missions, la perte de sens de leur travail et de voir les jeunes de plus en plus lourdement condamné.e.s

à être massivement en grève et dans l'action le 2 février 2021,
date anniversaire du texte fondateur

A se rapprocher des sections locales du SNPES-PJJ/FSU pour participer aux actions ayant lieux sur les différents territoires.



Riom, le 27,01,21